

Amenagements  
Décorations  
**Mercier Frères**  
179, rue Nationale,  
LILLE  
Lustrerie  
Papiers peints

# Journal de l'Europe

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

Nord et limitrophes.....	3 mois, 17.00 ; 6 mois, 32.00 ; 1 an, 60.00
France et Belgique.....	3 mois, 18.00 ; 6 mois, 34.00 ; 1 an, 64.00
Union postale.....	3 mois, 20.00 ; 6 mois, 36.00 ; 1 an, 72.00

REDACTION - ANNONCES  
ABONNEMENTS

ROUBAIX..... 71, Grande-Rue, Tél. 34 et 1906, Inter. G.  
TOURCOING..... 33, rue Carbet, Téléph. 37.  
LILLE..... 3, rue Faidherbe, Tél. 57.07.

Chèques postaux  
87 Lille.

**EXTRA-STOUT**  
Bière de forte densité  
recommandée  
aux personnes affaiblies  
EN LITTES  
ET DEMI BOUTEILLE  
DÉPOT :  
**A. VIELVOYE**  
34, rue du Conditionnement  
TOURCOING (Tél. 576)

## Une courte déclaration ministérielle

**LE PROBLÈME FINANCIER  
LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE  
UN APPEL POUR SAUVEGARDER  
L'INTÉRÊT NATIONAL**

PARIS, 18 MARS. — Voici le texte de la déclaration ministérielle lu ce jour, après midi, à la Chambre des députés, par M. Briand, président du Conseil, et au Sénat, par M. Pierre Laval, ministre de la Justice.

**L'ASSAINISSEMENT FINANCIER**  
Malgré de longs débats, il a été impossible d'apporter à la date prévue une solution au problème financier. Ce problème nous se présente devant vous, comme les gouvernements précédents, à la fois impérieux d'assurer l'équilibre budgétaire et sincère du budget. Si nous pouvions, comme nous en avons la ferme conviction, compter sur la collaboration active et résolue des deux Assemblées, le pays pourra, lui aussi, affronter sans alarme les difficultés d'une restauration financière dont nous faisons l'objet de tout notre effort.

Dès maintenant, nous vous demandons d'observer une exceptionnelle discipline de travail pour permettre, avant les vacances parlementaires, le vote des mesures sans lesquelles il deviendrait impossible d'assurer le retour au régime normal et à la rigueur budgétaire. En vue de ce résultat qui vaudra par sa rapidité avec laquelle sera acquiescé, nous sommes disposés à faire état de l'ensemble des mesures déjà votées ou admises.

Nous avons hâte d'en venir à la grande œuvre d'assainissement national à laquelle doivent être subordonnées toutes les directives de notre politique. Le Gouvernement poursuivra, avec la volonté d'aboutir à un accord effectif, les négociations engagées au sujet des dettes internationales et qui se présentent sous des aspects favorables.

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE**  
La politique d'apaisement international à laquelle la Chambre, par une très grande majorité, et la Commission des Affaires étrangères du Sénat ont approuvés déjà leur approbation, continuera d'être celle du Gouvernement, sans perdre jamais de vue les conditions de la sécurité du pays. Il s'efforcera, par une attention et une action de tous les instants, de mettre fin aux antagonismes et d'apaiser les susceptibilités des divers peuples européens, comme il le faisait hier encore à Genève, dans un esprit de solidarité et de confiance et dans le sillage de M. D. N. Il n'a malheureusement pas été possible, dans la session extraordinaire qui vient de se tenir, de réaliser l'entente de l'Allemagne dans la Société, mais cet ajournement, qui n'est le fait d'aucun des signataires du protocole de Locarno, ne les a nullement divisés ainsi qu'il s'est dit dans une déclaration publique où se manifeste solennellement leur volonté de maintenir le pacte et d'en développer l'esprit.

Les nations n'ont pas encore retrouvé leur équilibre complet. Les difficultés économiques et financières avec lesquelles elles sont aux prises, les divergences d'intérêt et d'aspirations qui se manifestent et qu'il faut concilier pour assurer définitivement la paix, imposent plus que jamais au Parlement et au Gouvernement de la vigilance, de l'union, de la fermeté dans les desseins et de la continuité dans l'action.

**LE SCRUTIN D'ARRONDISSEMENT**  
Fidèles aux déclarations du précédent gouvernement, soucieux de ne pas éclipser les indications formelles données par le scrutin de liste universel, nous avons le devoir pressant de vous inviter à décider dans le plus bref délai le retour du scrutin d'arrondissement.

Pour le surplus, nous tenons pour valables tous les engagements pris par le précédent gouvernement dans l'ordre militaire, scolaire, administratif et social et nous affirmons notre ferme résolution de les réaliser.

**UN APPEL À L'ESPRIT DE CONCILIATION**  
Il importe, par-dessus tout, d'aboutir. Le pays qui travaille à la besogne est calme et de stabilité il s'est fait des désaccords trop prolongés et de crises trop fréquentes. Il veut se sentir gouverner.

Nous avons conscience de nos responsabilités; nous faisons appel à la collaboration étroite des républicains et à l'esprit de conciliation de tous pour consentir ce qui est indispensable à la sauvegarde de l'intérêt national. A nous de dire et nous le disons à nous donner votre confiance et votre concours pour les solutions que les circonstances exigent et que le pays attend.

## APRÈS GENÈVE

**Le retour de M. Briand**  
PARIS, 18 MARS. — M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, est arrivé ce matin à Paris, à 6 h. 55, par la gare de Lyon, venant de Genève. Il était accompagné dans son voyage de MM. Lottschäcker, Peycelon et Aimé Leroy.

Interviewé sur la dernière conférence de Genève, M. Briand a déclaré : « Il y a eu un gros incident qui nous a empêché de mener à bien ce que nous avions rêvé. Rien n'est rompu, tout reste en état, et nous espérons arriver à un résultat bien meilleur prochainement. »

A son départ de la gare, M. Briand a été salué par de nombreuses acclamations.

**MM. Nintchitch et Skrzynski à Paris**  
PARIS, 18 MARS. — M. Nintchitch, ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie, et M. Skrzynski, président du Conseil polonais, sont arrivés ce matin à Paris, à 9 heures 10.

## UNE CONFÉRENCE À LONDRES POUR REPRIMER LA PROPAGANDE BOLCHEVISTE.

Londres, 18 mars. — L'Entente internationale contre la III<sup>e</sup> Internationale, qui tient actuellement à Londres sa conférence annuelle, a discuté hier, la menace bolcheviste, notamment en France. Une proposition a été adoptée, demandant la création d'une commission chargée de rédiger une étude comparée des lois qui, dans chaque pays, sont susceptibles de réprimer le bolchevisme.

## BILLET PARISIEN Séance scandaleuse

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 18 MARS (MÉRIET).

La Chambre a tenu aujourd'hui une séance qui n'est pas faite pour redonner confiance au pays et améliorer le franc. Justement, M. Briand dans sa déclaration ministérielle, avait montré la nécessité d'une discipline de travail sans laquelle on ne peut espérer rétablir notre situation financière. Quel contraste entre cet appel et les scènes tumultueuses qui ont suivi!

Les incidents qui se sont produits ont éclaté à l'occasion d'une interpellation, celle de M. Ybarnegaray, sur la composition du ministère, en fait sur la présence de M. Malvy au ministère de l'Intérieur. Ce choix était, en effet, fort discutable. Quel que soit, en effet, le sentiment que l'on puisse avoir par ailleurs sur le rôle joué par M. Malvy pendant la guerre, il est certain que sa nomination au poste où il s'était fâcheusement signalé à l'attention de ses compatriotes, prenait un air de provocation.

Nous serons très bien, et il n'est personne au Parlement qui ne le sache comme nous, que M. Briand n'a voulu promouvoir personne. Cela ne serait ni dans ses habitudes ni dans ses goûts. Il est avant tout un homme de conciliation. Mais ici nous touchons précisément à la cause d'impopularité de la présente législature. Les gouvernements ne sont pas libres de se consacrer entièrement à la réforme financière, un redressement national. Il faut compter aussi l'écologie du 11 mai, sorte de Maloch à qui tant de richesses françaises ont déjà été sacrifiées. M. Briand était contraint d'embarquer M. Malvy dans le navire ministériel sous peine de voir torpillé à peine sorti du port.

De pareilles scènes entravent les plus généreux efforts. Nous ne disons pas cela pour récriminer, mais pour constater l'impasse dans laquelle la politique cartésienne a placé le pays.

Nous avons assisté aujourd'hui à un réveil de conscience que les députés nationaux ne pouvaient pas ne pas formuler. Il convient de respecter leurs scrupules patriotiques, et s'il faut exprimer un vœu, c'est celui de voir abolir au plus tôt, une situation politique qui entraîne la ruine du pays.

## CONSEIL DES MINISTRES

PARIS, 18 MARS. — Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Gaston Doumergue.

Le président du Conseil a entretenu ses collègues des négociations de Genève.

**La situation financière**  
M. Raoul Péret, ministre des Finances, a fait un exposé de la situation financière. Le Conseil a décidé de tenir une réunion spéciale pour l'examen des projets destinés à assurer l'équilibre budgétaire.

Le Gouvernement demandera ce soir, à la Chambre, de poursuivre dès demain la discussion et le vote de la loi de finances.

Le prochain Conseil des ministres a été fixé à lundi.

## AUTOUR DU CONSEIL

**M. Raoul Péret demande de réaliser d'abord l'équilibre budgétaire**  
Le Conseil des ministres a pris fin à 12 h. 10.

M. Raoul Péret, ministre des Finances, a déclaré que son intention bien arrêtée était de demander à la Chambre de s'occuper des questions et de les traiter selon leur urgence.

« Il faut tout d'abord de l'argent dans la caisse, a précisé M. Raoul Péret, c'est pourquoi je veux tout d'abord assurer les ressources de la Trésorerie, nous nous efforcerons ensuite d'arriver par la suite à réaliser l'équilibre budgétaire. L'examen du problème de l'amortissement ne viendra qu'un troisième lieu, car je considère que c'est moins urgent. On ne parle pas d'amortissement quand on a des dettes criardes. »

**La «taxe civique»**  
Le ministre des Finances a ajouté que bien des choses inexactes avaient été dites au sujet de son projet de taxe civique. Rien de définitif n'est encore arrêté.

« A ce propos, a-t-il dit, on peut dire cependant que le projet est agrégé par tout le monde et que la taxe de cette taxe variera de 1.000 francs. Quoi qu'il en soit, ses projets seront déposés lundi. »

**Le budget sera-t-il voté avant les vacances de Pâques?**  
D'autre part, après avoir dit le communiqué officiel, M. Malvy, ministre de l'Intérieur, a indiqué que le Gouvernement comptait demander au Parlement d'assurer le vote du budget avant l'ouverture des vacances parlementaires.

La loi de finances est, dit-on, en substance, votée. Le Gouvernement la prend telle qu'elle est, et il en demande l'examen et le vote d'urgence. Nous interviendrons auprès des commissions des finances pour qu'elles prennent les dispositions nécessaires dans ce but, de sorte bien qu'il n'y ait pas encore de projet de remplacement du président et du rapporteur général de la commission, mais dans les circonstances présentes, M. Chappedeleine, rapporteur général adjoint, est tout indiqué pour mener la discussion avec le concours du vice-président de la commission.

Il est évident qu'il faudra incorporer dans la loi de finances des mesures destinées à assurer l'équilibre du budget.

Mais c'est là un travail qui pourra être fait aisément en cours de discussion.

## LES TROIS BÉBÉS D'UNE MÈRE PARISIENNE



LES ÉPOUX BONNET DEMEURENT 8, RUE NORVINS, A PARIS  
La manian vient de mettre au monde trois jumeaux en bonne santé. (W. Wood photos.)

## EN SYRIE

**Cinquante tirailleurs français et sénégalais tombent dans une embuscade**  
**LES DRUSES MASSACRANT LES BLESSÉS**  
**SEULS QUELQUES SURVIVANTS PEUVENT S'ÉCHAPPER**

Une dépêche de Beyrouth annonce qu'un groupe d'une cinquantaine de tirailleurs français et sénégalais, récemment arrivés dans le Levant, devaient rejoindre les troupes de Rachaya. Un officier, nouvellement arrivé, avait à faire, avec ces derniers, un mouvement pour aller prendre le commandement de troupes composées des mêmes éléments, qui avait été constitué à Chatara. Par suite d'une erreur d'exécution, le groupe s'avança le 18 mars de Harabkale sur Rachaya, sans attendre l'escorte qui était prévue, et tomba dans une embuscade à la hauteur de Nedoba.

Attaqué par des ennemis très supérieurs en nombre, le petit détachement se défendit jusqu'à son dernier homme. Quelques survivants purent s'échapper aux Druses, qui massacreront les blessés.

Quelques heures après, des colonnes de secours venues de Rachaya et de Harabkale, étaient sur les lieux. A leur approche, l'ennemi se retira précipitamment, après avoir subi des pertes sensibles.

**Soltan Attrache n'a pas été blessé**  
Une autre dépêche de Beyrouth annonce qu'il est inexact que Soltan Attrache ait été blessé.

**Le père du président des États-Unis**  
Le colonel John C. Coolidge, âgé de 81 ans, est à toute extrémité.

**UN NOUVEAU SCANDALE DE LA PROHIBITION AUX ÉTATS-UNIS**  
New-York, 18 mars. — Les annales du régime sec se sont enrichies d'un nouveau scandale. Il ne s'agit plus cette fois, de vulgaires contrebandiers, mais de personnes jouissant d'une grande considération.

Sur la demande des autorités fédérales, on vient d'arrêter vingt-sept médecins, six pharmaciens et trois distillateurs, domiciliés à New-York.

**LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE**  
L'ultimatum des puissances est accepté  
New-York, 18 mars. — On mande de Pékin au New-York Herald que le général commandant l'armée nationale a accepté sans réserve l'ultimatum des puissances. Cette acceptation sera signifiée demain par les autorités des Tsetsi de Takou au commandement des navires étrangers.

**Graves bagarres**  
Dix-sept morts et des blessés  
Pékin, 18 mars. — Les étudiants, au nombre d'un millier, se sont livrés à une manifestation aux abords des bureaux du ministère, pour protester contre la réponse faite à l'ultimatum des puissances.

Les sentinelles de garde ont fait feu. Dix-sept manifestants ont été tués; les autres ont été blessés.

**L'élection sénatoriale du Rhône**  
M. Justin Godard candidat  
Lyon, 18 mars. — Une élection sénatoriale aura lieu prochainement dans le Rhône, en remplacement de M. Gouriou, décédé la semaine dernière. La lutte s'annonce vive entre le parti libéral qui compte encore quatre représentants au Luxembourg et le parti radical-socialiste.

Le candidat du parti radical-socialiste sera vraisemblablement M. Justin Godard, député, ancien ministre.

## LE NOUVEAU MINISTÈRE devant le Parlement

### LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Nous faisons appel à la collaboration étroite des républicains et à l'esprit de conciliation de tous pour consentir ce qui est indispensable à la sauvegarde de l'intérêt national. A DIT M. BRIAND.

### UN VIF DÉBAT À LA CHAMBRE

L'interpellation de M. Ybarnegaray sur la présence de M. Malvy dans le Cabinet L'ORDRE DU JOUR DE CONFIANCE est voté par 361 voix contre 164

### A LA CHAMBRE

PARIS, 18 MARS. — M. Herriot, après s'être entretenu avec M. Malvy, ouvre la séance à 15 h. 10.

### LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Le président du Conseil a aussitôt la parole. La déclaration ministérielle est écoutée d'abord dans le plus grand silence, la gauche et une partie de l'extrême-gauche approuvent le passage relatif à la S.D.N.

La gauche et M. Jean Renaud, communiste, applaudissent le passage relatif au retour au scrutin d'arrondissement. Enfin, des approbations partent d'un peu partout quand le président du Conseil affirme que le pays a besoin de calme et de stabilité. La péroraison est applaudie par une partie du centre et de la gauche.

### LES INTERPELLATIONS

M. Herriot donne lecture des interpellations et demande quelle date le Gouvernement propose pour les discuter.

M. Briand déclare que la présence des circonstances présentes actuelles le Gouvernement ne peut accepter une discussion dont on ne peut prévoir le terme. Il accepte la discussion des interpellations sur la composition du Cabinet, mais il demande à la Chambre d'ajourner la fixation de la date de discussion des autres interpellations.

MM. Emile Dorel et Accartbayr, auteurs d'interpellations, se rallient à la suggestion du président du Conseil.

**M. Ybarnegaray proteste contre la présence de M. Malvy dans le Cabinet**  
La parole est donnée à M. Ybarnegaray pour développer son interpellation sur la composition

du Cabinet. Il commence par critiquer les événements de Genève.

La leçon de Genève, dit-il, c'est la nécessité d'une politique de vigilance et de fermeté, que seul le Cabinet de concentration nationale serait qualifié pour pratiquer.

M. Ybarnegaray pense que c'est le Cartel qui a renversé le précédent Gouvernement. Faisant allusion aux résultats du premier tour dans le deuxième secteur de la Seine, il dit que ces résultats font ressortir l'écrasement du Cartel. Les gauches protestent. L'orateur monte que dans ce secteur, un nouveau et monstrueux Cartel est en train de se former.

M. Ybarnegaray arrive à la présence de M. Malvy dans le Cabinet. Il rappelle que M. Malvy a été le ministre de l'Intérieur de tous les Cabinets de la guerre.

Un milieu d'une Chambre bruyante, M. Ybarnegaray rappelle les dernières phases de l'affaire Malvy. Il rappelle comment M. Malvy demanda au Sénat de voter la loi de répression des délits de haute Cour. Cette Haute-Cour, dit-il, composée de sénateurs fermement républicains qui, pourtant, n'adhèrent pas à la condamnation Malvy à cinq ans de bannissement. (Mouvements.)

M. Ybarnegaray. — A l'heure actuelle, la présence de M. Malvy à l'Intérieur, c'est plus qu'une réhabilitation, c'est une glorification.

L'orateur reproche à M. Briand de n'avoir pas constitué un ministère de large union nationale qui, seul, aurait pu sauver le pays, et déclare que ses amis de l'Union républicaine et lui-même, voteront contre le ministère. (Applaudissements à droite.)

**M. Briand répond et défend son ministre de l'Intérieur**  
M. Malvy demande la parole, mais M. Briand le devance et monte à la tribune.

Le président du Conseil déclare qu'il a l'intention, mais librement composé son Cabinet. Ce Cabinet ne renferme pas toutes les nuances de la Chambre; cette formule, possible pendant la guerre, ne peut plus être mise en pratique. Le pays donne l'exemple de calme, du travail; c'est la meilleure autorité que puisse espérer un Gouvernement.

Le président du Conseil en arrive aux attaques dirigées contre M. Malvy.

M. Briand. — J'ai vu M. Malvy dans mon Cabinet pendant la guerre. Nous l'avons trouvé parfaitement adéquat à son rôle. J'ai trouvé qu'il avait admirablement rempli son devoir.

Ces paroles, applaudies à gauche, provoquent de vives protestations à droite.

M. Barillet, le général de Saint-Just interrompent brusquement, et brandissent des papiers.

M. Herriot fait appel à la sagesse des députés de droite, mais à droite, on lui reproche d'avoir laissé interrompre le discours de M. Ybarnegaray.

M. Briand fait un nouvel effort: C'est un

billet pendant la guerre. Nous l'avons trouvé parfaitement adéquat à son rôle. J'ai trouvé qu'il avait admirablement rempli son devoir. Ces paroles, applaudies à gauche, provoquent de vives protestations à droite.

M. Barillet, le général de Saint-Just interrompent brusquement, et brandissent des papiers.

M. Herriot fait appel à la sagesse des députés de droite, mais à droite, on lui reproche d'avoir laissé interrompre le discours de M. Ybarnegaray.

M. Briand fait un nouvel effort: C'est un

billet pendant la guerre. Nous l'avons trouvé parfaitement adéquat à son rôle. J'ai trouvé qu'il avait admirablement rempli son devoir. Ces paroles, applaudies à gauche, provoquent de vives protestations à droite.

M. Barillet, le général de Saint-Just interrompent brusquement, et brandissent des papiers.

M. Herriot fait appel à la sagesse des députés de droite, mais à droite, on lui reproche d'avoir laissé interrompre le discours de M. Ybarnegaray.

M. Briand fait un nouvel effort: C'est un

billet pendant la guerre. Nous l'avons trouvé parfaitement adéquat à son rôle. J'ai trouvé qu'il avait admirablement rempli son devoir. Ces paroles, applaudies à gauche, provoquent de vives protestations à droite.

M. Barillet, le général de Saint-Just interrompent brusquement, et brandissent des papiers.

M. Herriot fait appel à la sagesse des députés de droite, mais à droite, on lui reproche d'avoir laissé interrompre le discours de M. Ybarnegaray.

M. Briand fait un nouvel effort: C'est un

billet pendant la guerre. Nous l'avons trouvé parfaitement adéquat à son rôle. J'ai trouvé qu'il avait admirablement rempli son devoir. Ces paroles, applaudies à gauche, provoquent de vives protestations à droite.

M. Barillet, le général de Saint-Just interrompent brusquement, et brandissent des papiers.

M. Herriot fait appel à la sagesse des députés de droite, mais à droite, on lui reproche d'avoir laissé interrompre le discours de M. Ybarnegaray.

M. Briand fait un nouvel effort: C'est un

billet pendant la guerre. Nous l'avons trouvé parfaitement adéquat à son rôle. J'ai trouvé qu'il avait admirablement rempli son devoir. Ces paroles, applaudies à gauche, provoquent de vives protestations à droite.

M. Barillet, le général de Saint-Just interrompent brusquement, et brandissent des papiers.

M. Herriot fait appel à la sagesse des députés de droite, mais à droite, on lui reproche d'avoir laissé interrompre le discours de M. Ybarnegaray.

M. Briand fait un nouvel effort: C'est un

billet pendant la guerre. Nous l'avons trouvé parfaitement adéquat à son rôle. J'ai trouvé qu'il avait admirablement rempli son devoir. Ces paroles, applaudies à gauche, provoquent de vives protestations à droite.

M. Barillet, le général de Saint-Just interrompent brusquement, et brandissent des papiers.

M. Herriot fait appel à la sagesse des députés de droite, mais à droite, on lui reproche d'avoir laissé interrompre le discours de M. Ybarnegaray.

M. Briand fait un nouvel effort: C'est un

billet pendant la guerre. Nous l'avons trouvé parfaitement adéquat à son rôle. J'ai trouvé qu'il avait admirablement rempli son devoir. Ces paroles, applaudies à gauche, provoquent de vives protestations à droite.